

une question au premier ministre. Étant donné l'assurance donnée hier à la Fédération nationale des femmes libérales, par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, que le Régime des pensions du Canada sera mis à l'étude soit au cours de la présente session soit durant la prochaine, le premier ministre nous dira-t-il ce qu'il en est? Sera-ce au cours de cette session ou de la prochaine?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je voudrais confirmer ce que j'ai déjà dit plus d'une fois, savoir que nous y verrons dès que possible. Mon honorable ami m'a demandé l'autre jour quand je pourrais faire une déclaration à ce propos. Je me propose de le faire lundi prochain dans le cadre d'une déclaration concernant la marche de nos travaux d'ici la fin de la session en cours.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Puis-je poser une question complémentaire? Le ministre accepterait-il d'indiquer les mesures que le gouvernement est en train de prendre pour traiter avec la province d'Ontario au sujet d'un régime de pensions du Canada?

Le très hon. M. Pearson: Nous avons eu, avec la province d'Ontario et d'autres provinces, des entretiens qui ont suscité des considérations découlant de la dernière réunion que nous avons eue avec elles à ce sujet.

L'hon. Michael Starr (Ontario): J'aimerais demander au premier ministre si, dans la déclaration qu'il se propose de faire lundi, il ne songerait pas à annoncer les intentions du gouvernement au sujet de la continuation du versement des allocations familiales au-delà de l'âge de 16 ans, à des fins scolaires?

Le très hon. M. Pearson: Je parlerai des travaux de la Chambre, monsieur l'Orateur, et de ce que nous comptons faire pendant le reste de la session.

(Texte)

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

ON MODIFIERAIT LA LOI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre, relativement à l'Exposition universelle. Le premier ministre a-t-il l'intention de suggérer, dans un avenir prochain, des amendements à la loi créant la compagnie de l'Exposition universelle canadienne?

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur.

M. Valade: Puis-je poser une question supplémentaire? Le premier ministre peut-il nous dire quelle sera la nature de ces modifications?

L'hon. M. Pickersgill: Qui vivra verra.

LES AFFAIRES INDIENNES

CESSION AUX PROVINCES DE LA JURIDICTION EN MATIÈRE DE SANTÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social quels progrès elle a réalisés dans sa tentative de céder aux diverses provinces la juridiction des affaires indiennes en matière de santé et dans les domaines connexes?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je crains que la question ne porte sur un sujet trop vaste pour que je puisse y répondre à l'appel de l'ordre du jour. Je serais très heureuse si mon ami voulait bien soulever de nouveau cette question lorsque la Chambre sera saisie des crédits de mon ministère.

M. Howard: Puis-je poser une question complémentaire? Le ministre pourrait-il nous dire si c'est elle-même ou un autre ministre qui présentera les crédits de son ministère?

LE NORD CANADIEN

TERRITOIRE DU NORD-OUEST—INTERPELLATION SUR LA NOMINATION D'UN COMMISSAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gene Rhéaume (Territoires du Nord-Ouest): Ma question s'adresse au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales; elle s'inspire de communiqués qui affirment que le vice-président exécutif de l'Association libérale des Territoires du Nord-Ouest serait sur le point d'être nommé commissaire de ces territoires. Le ministre voudrait-il renseigner la Chambre et lui dire s'il a l'intention de nommer l'intéressé à ce poste, ou si cette nomination a déjà eu lieu?

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): L'honorable député devrait bien se douter que je refuserai de répondre à une question de ce genre. Il y a encore nombre de bills dont la Chambre n'a pas été saisie et que nous devons adopter avant de pouvoir nommer un commissaire pour les Territoires du Nord-Ouest. Je ne puis répondre de ce que disent les journaux. Je ne sais rien sur ces communiqués. Il va sans dire que, le moment venu, nous nommerons le meilleur commissaire qu'il nous soit possible de trouver.